

DE LA CULTURE SOUS LA RÉVOLUTION

Essai sur l'inscription de la culture dans la genèse et l'évolution de la révolution tunisienne

Ali Abassi

Université de Manouba

Culture et révolution ! Voici un accouplement lexical et sémantique qui semble aller de soi, comme une lapalissade. Aucun peuple ne peut accéder à sa libération, si sa révolte n'émane pas d'une conscience minimale de ses droits bafoués et de la légitimité de sa rébellion. Or aucune conscience, fût-elle embryonnaire, ne peut s'énoncer et se revendiquer en tant que telle sans un paradigme basique de culture. Que dire alors de la Tunisie qui compte parmi les pays émergents où la scolarisation a battu un excellent record, comparable à celui de certains pays développés tels que l'Italie et le Portugal, où le taux d'alphabétisation est des plus élevés par rapport aux pays du même rang et où l'accès aux médias, et en particulier à internet, est en passe de devenir une référence pour le monde arabe et l'Afrique tout au moins ? La révolution du 14 janvier n'aurait pas été cette apothéose saluée ici et ailleurs, si la culture des révolutionnaires n'y avait pas servi de tremplin décisif. La foule autant que les gens dits « cultivés » et l'élite de la littérature et du théâtre y ont signé une présence qui mérite méditation : la culture révolutionnaire s'avère omniprésente, déterminante et, néanmoins, très problématique.

1/LA FOULE :

1-1 De « dégage ! » à « Aatakni ! »

La rue est géniale, si l'on admet que le génie consiste surtout à inventer quelque chose et à charrier le monde ou une partie du monde dans le mouvement cinétique créé par cette invention. A ce propos, le fait qui émeut, dans le contexte très survolté de la révolution en général et de la campagne pour les prochaines élections en particulier, c'est cette volonté populaire d'inventer, par intermittence, des signes et de les utiliser en investissant l'espace public, comme nous l'avons vécu dimanche, 16 octobre 2011 sous la bannière d'un slogan si dévastateur et bellement fédérateur des masses : « Aatakni ! »

Que l'on pense à sa signification en arabe classique (« ataka »=affranchir un esclave) ou, plus expressément et plus intentionnellement à sa dénotation familière (*lâche-moi*, sinon carrément : *lâche-moi les baskets*), on ne peut qu'être en admiration devant cette trouvaille langagière qui s'est imposée aussi bien comme slogan éloquent à l'égard de l'adversaire idéologique snobé (le conservatisme moral et religieux), que comme mot d'ordre mobilisateur des foules interpellées, cette large base en rupture de ban avec l'ordre oppressif, contre lequel elle s'est rebellée, au prix tragique que l'on sait.

Le charme et l'efficacité des révolutions doivent beaucoup à sa rhétorique. Le révolutionnaire ordinaire (le manifestant, le « marcheur », le sit-ineur, l'homme des foules...), brimé à la fois dans son corps, son âme et son esprit, explose dans une action et dans un discours qu'il partage avec une collectivité, et qui prend généralement diverses formes :

l'occupation physique de l'espace social auquel il imprime sa liberté d'agir et de *dire*, plus ou moins organisée et planifiée (marches et sit-in pacifistes, sinon violences et agressions de l'adversaire et de ses symboles) et, en même temps, la créativité discursive (slogans, tracts, graffitis, hymnes...).

Il peut, bien sûr, entreprendre une action insurrectionnelle structurée par des références discursives antérieures (la pensée des Lumières pour la révolution française, les théories marxistes pour la révolution bolchévique et ses imitateurs, les philosophies de l'après-guerre, comme l'existentialisme, pour la révolution de Mai 68, le *Coran* et l'apologie khomeyniste pour la révolution iranienne...) Il peut aussi inventer son discours, au fur et à mesure que le torrent de l'insurrection le porte, ou l'emporte vers son avenir. Alors il improvise et s'offre une créativité dont l'efficacité n'est pas moindre que celle d'une révolution pensée et structurée idéologiquement.

La révolution tunisienne illustre le deuxième cas de figure. Depuis les événements sanglants du bassin minier de Gafsa (2008), puis surtout après la tragédie de Mohamed Bouazizi, le 17 décembre 2010, à Sidi Bouzid, le feu avait pris dans le brasier tunisien, car l'immolation du jeune homme qui a frappé les esprits fut à la fois un *geste* et un *texte*, un *faire* et un *dire* dont la violence symbolique acquit très vite l'importance d'une référence et d'un programme à décliner et à multiplier sans répit.

La première occurrence langagière de cette vitale envie d'affranchissement, fut aussi une injonction si violente, si impérative et si décisive : le 14 janvier, les insurgés investissent l'artère centrale de la capitale, l'avenue Bourguiba, en martelant ce slogan aussi bruyant que comminatoire : « Dégage ! » Par sa brièveté sonore, sa brutalité de niveau de langue familière et sa connotation d'emprunt à une langue étrangère, il eut des effets plus dévastateurs que les boulets et les bombes. La scène se répètera un peu partout dans le pays, avec la même force et le même effet spectaculaire, dans la chasse aux sorcières : gouverneurs, maires, délégués régionaux, PDG et autres responsables identifiés par l'imaginaire populaire au maître de Carthage, à tort ou à raison : autoritaire, corrompu, cupide, repu, hautain, menteur, inhumain, indifférent au sort des petites gens ...

Dans le feu de l'action, notamment après la fuite du tyran, et outre la presse qui se rallia à la révolution, toutes tendances confondues, la rhétorique révolutionnaire populaire s'étala aussi en graffitis sur les visages, les torsos, les murs, les pavés, les trottoirs, les panneaux de signalisation routière, et jusque sur les carrosseries de camions en stationnement. « À bas !... », « Kawèda!... » (délateurs), « Bayouâ !... » (vendus), « stand up !... » (débout!), « Game over !... », (fin de partie).

Ce qui est remarquable au début de la révolution, c'est que cette rhétorique est polyglotte et qu'elle est très brutale, sans toutefois tomber, sauf rarement, dans la vulgarité ou la scatologie. Les têtes qui l'ont inventée et déployée dans l'espace public et au-dessus des colonnes rebelles sont celles de citoyens majoritairement scolarisés, assez policés, et qui croient plus à la légitimité de leur combat qu'à la vengeance basse et sauvage.

« Aatakni ! » s'inscrit donc dans une continuité rhétorique populaire, créatrice et batailleuse, de la rue révolutionnaire. Elle s'avère néfaste pour les ennemis du peuple, ceux d'hier et ceux d'aujourd'hui. Beaucoup s'activent toujours à entretenir ce vivier langagier insurrectionnel et militant, car il n'y a pas de vraie *action* sans une véritable *diction* qui l'oriente, l'encadre et la

radicalise. Mais le langage de la révolution semble de plus en plus perversi, entre autres par la scatologie, ce qui risque d'en compromettre le militantisme.

1-2- Scatologie

Avec le temps, en effet, la révolution s'est installée dans la durée ; l'anarchie a commencé à étendre ses territoires et les moeurs débridées aussi. Nos révolutionnaires s'emportent, s'égosillent et se surprennent eux-mêmes, en surprenant parfois les spectateurs des lisières, par un langage et des comportements qui font fi, consciemment et surtout par la faute de leur démons lyriques, des règles élémentaires du civisme et du « vivre ensemble ».

Ne parlons pas de la scatologie « inauthentique », si l'on peut dire, dictée par le mauvais goût et la voyoucratie, comme c'était de coutume chez Ben Ali (ses propres barbouzes et ses ministres étaient quotidiennement révoltés par ses « nom de Dieu » et autres insultes excrémentielles de malfrats comme, « khrawèt » (merdes)) ! Mais examinons rapidement les dérapages scatologiques enregistrés dans la parole effrénée des acteurs de la révolution. Par simple commodité analytique, il faut d'abord distinguer, dans la masse, deux catégories, : « parterre » et « loges », c'est-à-dire : foule (manifestants, « marcheurs », sit-ineurs, grévistes...) et « têtes » (organiseurs, meneurs, orateurs, élus...)

Comme je l'ai noté plus haut, on aura constaté que, du temps où le slogan essentiel : « dégage », était le mot-étendard, qui fédérait toutes les classes, les glissements triviaux ou grossiers et injurieux étaient plutôt rares. Le langage contestataire était quintessencié par cette unique injonction clamée par les foules à l'encontre des « chefs » de tous bords, pourchassés pêle-mêle, au hasard des rassemblements et des vindictes. « Dégage » disait toute la hargne, toute la douleur et la colère ressenties et crachées par des masses éternellement soumises, et soudain déchaînées contre les fantômes et les bourreaux réels ou censés être tels. Les graffitis sur les murs et n'importe quel support de fortune étaient rarement vulgaires, mais toujours injurieux et comminatoires.

Progressivement, les langues se sont déliées davantage, les foules spontanées se trouvèrent infiltrées par de vrais voyous, qui avaient profité de l'anarchie pour briser leurs chaînes et faire le mur des prisons où ils étaient incarcérés. Ces fugitifs, qui comptaient par milliers, se sont comportés en tant que tels, en se trouvant dans la nature, livrés à la liberté imméritée et heureux de la pagaille générale, pour commettre les délits les plus graves, moyennant braquages, chantages, vols à l'arrachée, homicides. Et ce faisant, ils donnaient libre cours à leur éloquence sur les murs où qu'ils fussent. On a pu ainsi lire les « textes » les plus scandaleux et les plus immoraux, que personne n'avait les moyens et l'envie de se risquer à effacer. Les « khra » (merde, au singulier), « khrawet » (merdes au pluriel, « nboul alikom » (je pissurai sur vs), « tfouh ! » (cri onomatopéique pour dire : « je crache sur vous »)... éclaboussent les murs et détonnent dans les rassemblements. Le phénomène s'étant affirmé par une visibilité continue et une durabilité tout autant incessante, certains jeunes habituellement « bien élevés » se seraient enhardis pour mimer le style de la crapule, y compris dans les écoles et les facultés. Je n'oserai même pas souffler à mots couverts les bassesses que certaines enseignantes universitaires (non voilées) subissent quotidiennement dans les couloirs de leurs établissements, en passant devant quelques groupuscules d'étudiants et d'intrus appartenant au salafisme djihadiste, accoutrés selon un anachronisme destiné à les distinguer et provoquer.

La scatologie dans l'espace public est ainsi le résultat d'un désordre où la société s'est trouvée brusquement catapultée, où les structures habituelles, qui veillaient directement et indirectement à sauvegarder un certain ordre moral élémentaire (famille et école en

particulier), n'avaient plus d'ascendant sur les jeunes citoyens, et étaient dangereusement concurrencées par les marginaux (criminels en cavale, extrémistes revanchards, activistes débraillés, idéologues sans scrupules...).

En face du « parterre », se trouvent les « têtes » nichées dans les « loges », comme les harangueurs de la première heure, ou les élus issus des urnes après les élections du 23 octobre. Sans tomber dans la vilénie discursive, ils ne se privent pas, en privé ou en public, des facilités de langage dont se formalisent la bienséance et le bon sens partagés, dans une société marquée par la modération et la tolérance. Si beaucoup de Tunisiens se sont félicités des libertés langagières prises par Farhat Rajhi, l'éphémère ministre de l'intérieur, quand il décida de s'épancher au micro d'une journaliste avide de scoop, beaucoup furent scandalisés des injures faites à l'égard du premier ministre, Béji Caïd-Essebssi, traité de « menteur ». Cela n'a rien de scatologique, évidemment, mais c'est tout comme. Que la chose soit avérée, dans le cas d'Essebssi, on s'attendait au moins à ce qu'un avocat tel que Rajhi, qui plus est, avait été ministre de l'intérieur de la révolution, observât le devoir de réserve et agît en homme de loi, au lieu de verser dans la parole à sensation, sur les ondes, et provoquer de graves désordres sanglants dans la rue.

Tahar Hmila n'a pas été non plus assez fair-play, ni assez mesuré en livrant des déclarations injurieuses contre certains de ses collègues élus, déclarations qui ont vite fait le tour des médias et plongé l'opinion dans les supputations les plus inquiétantes, quant à la moralité de ses représentants à l'Assemblée Nationale. Et l'on se souvient de l'inénarrable algarade du « député » Brahim El-Kassas qui, en plein débat au sein de l'ANC, et du haut de son chèche, se mit à hurler sans crier gare : « manich bassass ! » (je ne suis pas péteur !) Au lieu de demander dignement la parole et de porter plainte contre son collègue nahdadouiste qui l'aurait traité ainsi, Brahim El-Kassas n'a réussi qu'à être la risée de l'assemblée et de l'opinion suivant en direct ce qui se passait sous la prestigieuse coupole du Bardo, où on est en droit d'attendre une parole mesurée et des postures responsables. Les discours des représentants politiques peuvent donc facilement balancer entre l'accusation directe : « menteur », et la vilaine perle scatologique comme « péteur », sinon pire dans les coulisses.

Même s'ils diffèrent en qualité et en quantité, en passant du « parterre » aux « loges » de la révolution, les débridements scatologiques obéissent aux mêmes motivations émotionnelles et à l'absence d'autocensure, rendues plus accrues, et donc plus nocives, par le contexte du désordre, où l'impunité n'a d'égale que cette libido naturelle remontée en surface et cherchant à tenir lieu de loi. Dans une situation normale, ce sont les arts (littérature, cinéma, théâtre shows télévisés...) qui se chargent d'offrir l'espace et l'instrument d'un défoulement adéquat. Depuis les cyniques de l'antiquité, jusqu'aux frondeurs de la littérature moderne, dont particulièrement Céline et Queneau, en passant par Rabelais, Sade, Flaubert et les autres, pour nous en tenir à la littérature française, le discours scatologique saute la barrière des bienséances, traîne l'art dans l'arène populaire et l'enduit de libations « soft » ou « hard », qui enchantent certains et désenchangent d'autres, mais qui servent efficacement de catharsis nécessaire, pour que l'ordre social commun permette un minimum de « vivre ensemble ».

Les révolutions, un peu plus que les carnivals sans doute, sont naturellement tentées par la remise en question de cet équilibre consacré entre l'ordre censeur et le désordre artistique permissif, car se révolter c'est s'adonner à une expérience des limites et consacrer la rupture totale, avec tous les risques possibles, dont la scatologie n'est pas le moindre. Ainsi, sous l'instigation de quelques marionnettistes inidentifiables, la foule rompt cet équilibre, franchit une autre étape et procède à des actes encore plus dangereux que le discours scatologique, en profanant des symboles essentiels de sa culture et de son identité.

1-3- Profanation

Comme on le sait, en effet, le pays vit, depuis peu, au rythme des profanations des signes et des symboles les plus sacrés dans la vie des Tunisiens. La lutte entre diverses tendances nées de la révolution connaît ainsi une espèce de radicalisation qui s'installe dans la durée et le long terme, en prévision d'une bataille rangée entre les forces ennemies qui se soustraient, pour le moment, à toute identification sûre et définitive. Les adversaires, (en apparence il s'agit des tenants de la laïcité et ceux de l'ultra-conservatisme) agissent et réagissent sous cape, sauf exception, en s'assenant réciproquement les coups les plus félons. Tout le monde, le gouvernement comme le peuple et la société civile en sont réduits aux conjectures, même si elles sont assez proches de la vérité.

Les derniers outrages commencent à égrener un chapelet blasphématoire significatif de cette recrudescence de la violence, dont la cible n'est plus seulement le corps de l'autre, son histoire ou son langage, mais bien ses symboles et ses dogmes les plus tabous. La triade la plus choquante, voire la plus traumatisante pour tous les Tunisiens, abstraction faite de leur appartenance confessionnelle ou politique, comprend sans doute la profanation du drapeau national par un jeune salafiste, début mars, à la FLAHM, celle de la mosquée Al-Fath, (à la mi-mars, un inconnu à peinturé à la bombe l'étoile de David à l'entrée du temple), et enfin, celle du Coran, à Ben Guerdan, (à la même époque, le livre sacré est déchiré et souillé dans deux mosquées de la région).

La qualité de ces agissements n'a rien d'inhabituel en soi, quand on les soumet à la loupe historique des conflits interhumains, qu'ils soient locaux ou planétaires. L'homme est ainsi fait, il n'a pas beaucoup le choix des armes, s'il veut subjuguier son ennemi et l'atteindre au plus profond de son être. Or, la profondeur de l'être humain s'identifie toujours et avant tout à une transcendance. Dieu, la patrie, la famille ou l'être aimé. Et cette réalité spirituelle archétypale n'a pas changé d'un iota, même si elle a varié en espèce et en termes, depuis l'antiquité. Comparons la profanation des statues d'Hermès, par Alcibiade en -404, dans l'antique Grèce, avec la parade d'Hitler, entouré de ses généraux vainqueurs, en bas de la tour Eiffel, en 1940, la profanation du cimetière juif de Carpentras en 1990, la visite infamante de la baie d'Al-Aqsa, par le général Sharon, à l'aube du troisième millénaire... Nous comprendrons alors que la dégradation méthodique des symboles sacrés dans la Tunisie révolutionnaire ressortit à l'abécédaire éternel et inéludable de l'humanité, quand elle s'adonne à son art préféré : la guerre.

Cependant, cette réduction des dernières exactions blasphématoires, dans le cours de la révolution, à un paradigme historiquement et anthropologiquement reconnaissable, ne devrait pas conduire à une quelconque banalisation. Au contraire, il s'agit justement de situer l'actualité dans une évolution hautement alarmante, car le recours aux sacrilèges lève le voile sur un degré de haine telle, entre les belligérants, qu'il faut s'inquiéter pour la possibilité d'une pacification sociale, d'un dialogue politique national et donc d'une démocratie où la culture serait la garantie du succès. Il est même à craindre que les auteurs de ces troubles, à la faveur des actes sacrilèges, ne soient pas des individus isolés, mais les instruments mis entre les mains des forces occultes, et qui tiennent à le demeurer, pour agir plus traitreusement, dégrader au maximum les acquis culturels du Tunisien et compromettre les chances de faire aboutir l'insurrection populaire.

On l'aura remarqué, en effet, non seulement les profanations se multiplient, mais observent une évolution métastatique, pour couvrir tout le territoire (de Tunis à Ben Guerdane). Elles montent d'un cran à chaque occurrence (on souille d'ordures la place Mohamed Ali, à Tunis, pour « salir » le syndicat et le syndicalisme, on descend le drapeau pour avilir l'appartenance à la patrie, on macule des mosquées et le Coran pour dégrader le sentiment religieux des Tunisiens...) Elles s'adjoignent aussi les services de fiefés criminels pour faire couler le sang et faire régner la terreur : Février 2011, à Manouba, égorgement du prêtre polonais, Marek Rybinsk, février 2012, à Bir Ali, opposition armée de salafistes aux forces de l'ordre, décembre 2011, à Sejnane, persécution de citoyens par des salafistes auto-intronisés police des moeurs et, mars 2012, à Monplaisir, exécution du prédicateur Lotfi Kallèl par des djihadistes...

Il faut donc s'en convaincre, l'horizon est vraiment assombri à cause de cette dénaturation méthodique de la culture tunisienne et de la révolution par ceux qui n'ont rien à voir avec le peuple et ses revendications. L'insurrection sociale et politique est récupérée et orientée pour servir des desseins idéologiques où la lutte pour le pain, la dignité et la liberté se voit supplantée par une lutte implacable entre l'ordre séculier et l'ordre religieux, sans que personne sache qui sont les vrais monteurs de marionnettes, jusqu'où ils sont disposés à aller et dans quelle machiavélique maquette internationale ils puisent leurs consignes et leurs credo. Le drame est tel que le Chef de l'Etat, assuré du consentement des deux présidents, Ben Jaafar et Jébali, a dû rappeler vigoureusement aux Tunisiens, à l'occasion de la commémoration de la fête de l'indépendance, le 20 mars, les constantes de la tunisianité (fidélité à la patrie, à son histoire et à la révolution), ainsi que les défis réels à relever : solidarité, concorde et lutte pour une société démocratique sûre de son identité arabo-islamique, fière de sa diversité et ouverte sur la modernité...

Qu'en est-il de l'élite, dans cette arène culturelle de la révolution?

2/ L'ELITE

2-1- *Les gens cultivés*

D'aucuns se demandent, en vibrant avec les vicissitudes généreuses ou cruelles de notre révolution : où est donc la culture dans tout ça ? Car stigmatiser ou insulter l'autre et profaner ses symboles les plus sacrés, même dans le contexte d'une révolution, est a priori contraire à la culture. Bonne question ! D'abord, pour infirmer cette argumentation.

Effectivement, sans culture, on ne parlera pas de révolution ni de révolutionnaires, mais plutôt de soulèvement, de sédition ou, tout bonnement, d'explosion sociale, de banales révoltes et de jacqueries qui s'achèvent comme un feu de paille. Avec l'usage, et particulièrement depuis la révolution de 1789, orientée, de près ou de loin, par les lumières, par les hérauts du rationalisme, de l'encyclopédisme et du progrès, tels que Voltaire et Diderot, la connotation essentielle et populaire du paradigme révolutionnaire s'est focalisée sur les notions de conscience chez les meneurs et de conscientisation des masses, victimes de l'oppression et de l'injustice, afin de renverser l'ordre établi injuste ou inapproprié.

Ainsi, il y a bien eu des révolutions en France, au 18^e siècle, en Russie au début du 20^e, en Chine, au tournant des années 50 et en Union Soviétique à la fin du 20^e... Par contre, il y a eu de simples séditions dans la Grèce antique (le soulèvement des esclaves et gladiateurs, au premier siècle avant J.C., par exemple), une chouannerie, en Vendée, en 1793, une autre en Tunisie, vers le milieu du 19^e siècle, sous la férule de Ali Ben Ghdahem. Quant aux

prétendues « révolutions » hissées en épopées mythiques, comme en Egypte (1952) et en Libye (1969), il ne s'agit que de coups d'Etats militaires fomentés par Nasser et Guaddafi, transfigurés et consacrés ensuite par l'historiographie officielle, comme la saga des peuples enfin libérés du joug du colonialisme et de ses suppôts, mais en fait assujettis à un autre colonialisme « interne », parfois pire.

Entre les deux extrêmes de cette conceptualisation schématique, il y a d'autres formes qu'on hésitera à classer parmi les révolutions ou les séditions, car elles peuvent commencer, comme à Cuba ou en Corée du Nord, en rébellions organisées par l'élite des meneurs idéologiquement conscients du droit des peuples et qui, une fois arrivés au pouvoir, se contentent de remplacer les anciens seigneurs détrônés et sacrifient leurs « sujets » au culte de la personnalité et au dogmatisme idéologique le plus inhumain et le plus inique. Laissons ces nuances définitives aux historiens et aux théoriciens patentés, pour revenir à notre propos et ne retenir qu'une évidente équation : ce qui s'est produit en Tunisie, entre le 17 décembre 2010 et le 14 janvier 2011, est bel et bien une révolution au sens canonique du terme, car les acteurs sont, au départ, et en majorité, des chômeurs majoritairement scolarisés, donc dotés d'une certaine culture, qui en avaient assez d'oublier leurs diplômes dans une moite poche intérieure, en vendant des friperies, en arpentant les rues à longueur de journée ou en battant et rebattant des cartes au fond des cafés insalubres. Les manifestants du 14 janvier, on le sait maintenant, étaient, quant à eux, essentiellement des jeunes. Mais lesquels ? C'étaient des lycéens, étudiants et diplômés en chômage, convertis en internautes, blogueurs et facebookistes invétérés qui, la veille, s'étaient donnés le mot sur le web et pris rendez-vous pour le lendemain à l'avenue Bourguiba, en charriant dans leur lancée des milliers de gens désœuvrés, de badauds ou de militants à l'affût, et avaient juré d'en découdre avec Ben Ali, si ses barbouzes et autres brigadiers de la mort ne les jetaient pas sur le carreau.

La politique éducationnelle initiée par Bourguiba, Ben Ali s'est évertué à la dénaturer en neutralisant la crème des intellectuels susceptibles d'encadrer les masses, en banalisant les valeurs humanistes, à la faveur de programmes sans âme et sans identité, et en généralisant le commerce des ordinateurs, portables et consoles, comme autant de joujoux destinés à distraire et à crétiniser la jeunesse, tout en remplissant de dividendes indus les poches de sa bande de filous et d'escrocs. Mais cette éducation a fini par lever des armées de révolutionnaires. Ce fut l'arroseur arrosé ! Le sorcier n'a réussi qu'à s'aliéner des apprentis là où il mijotait des plans de robotisation consumériste des esprits et de réification des forces vives.

On sait que la relève fut assurée par la fine fleur de la culture nationale quoiqu'on l'ait soupçonnée d'opportunisme: militants et dissidents de longue date, corps professionnels divers, soudain pris de contagion insurrectionnelle, comme les avocats, les juges et les journalistes. Les gens de culture, (écrivains et artistes) dont beaucoup étaient soit censurés et démotivés depuis des décennies, soit domestiqués par des fonctions et des pensions de misère, soit ostracisés, rejoignirent bientôt le peloton de la contestation et de la lutte pour les libertés fondamentales et la démocratisation de la vie politique.

La culture est donc une donnée essentielle de la métamorphose révolutionnaire tunisienne. Mais il y a lieu de remarquer, d'abord, que la règle historique qui s'est vérifiée jusqu'ici, à savoir que dans un processus révolutionnaire authentique, c'est l'élite qui encadre et mène la masse, a été inversée par l'expérience tunisienne de décembre / janvier, car c'est une masse instruite qui a jeté le pavé dans la mare et rappelé l'élite à ses devoirs. Ensuite, cette élite, qui a pris le relais, s'est trouvée confrontée à un casse-tête arabe où le conservatisme le plus obsolète, dont les chefs de file sont les islamistes et surtout les salafistes djihadistes, mène un combat de coqs avec le libéralisme, lato sensu. Les violentes menées et croisades des

salafistes (tolérées par les islamistes modérés comme ceux de la Nahdha) contre le film de Nadia El-Fani, « Laïcité inch'Allah », ou contre celui de Vincent Paronnaud et Marjane Satropi « Persepolis », diffusé par Nessma TV, ou encore les sit-in et les placardages injurieux et comminatoires dans les établissements qui dispensent des enseignements d'art et de littérature, comme à la faculté de Manouba, en disent long sur le paradoxe de la révolution tunisienne.

On le voit bien donc, de même que le maniement des signes et symboles par la foule et ses meneurs oscille entre créativité (« dégage ! », « aatakni ! ») et compromission (scatologie et profanation), la culture mise à l'épreuve des idéologies est à la fois la solution et le problème dans la révolution. Que faut-il penser il maintenant de cette « race » d'hommes et de femmes nécessairement cultivés, qui sont les écrivains ?

2-2- Les écrivains

Peut-on encore, à l'orée du 21^e siècle, alors que l'histoire a occis l'écrivain de la cité autant que l'écrivain public, et que les concepts d'*engagement* et de *militantisme* littéraires, qui ont fait porter des galons d'or à Voltaire et Zola parmi les anciens, à Sartre, Soljenitsyne, Mahfoudh ou Darwich, parmi les nouveaux, semblent obsolètes et inappropriés pour parler de la littérature, sinon de l'art en général ?

L'évolution de « l'épistémologie artistique » dans le monde, y compris dans les littératures quelque peu satellitaires comme celle de la Tunisie, a fini par jeter un grand soupçon sur la pertinence de l'écriture transitive, de type réaliste, et lui a substitué une écriture de plus en plus intransitive et repliée dans sa coquille. La célèbre formule de J. Ricardou résume bien cette transmutation sur laquelle on peut gloser interminablement, sans le moindre consensus à espérer : « Le roman n'est plus l'écriture d'une aventure, mais l'aventure d'une écriture. » A quoi il faut ajouter, bien sûr, une peur atavique qui paralyse les penseurs en général, quand il s'agit des affaires de la cité, parce qu'ils seraient légendairement suspects d'insoumission, d'hérésie, de folie, etc. Socrate est corrupteur de la jeunesse, Voltaire est athée, Chénier est renégat, Zola est traître, Soljenitsyne est dissident, Mahfoudh est impie etc. Alors, on les empoisonne, comme le premier, on les persécute comme le second, on les guillotine comme le troisième, on attend à leur vie comme les autres.

Diabolisés selon une tradition immémoriale, puis consignés dans une marge où s'amoncellent toutes sortes de rebuts de la société, tels que « l'art pour l'art » et autres tartes à la crème, l'écrivain et le penseur deviennent des espèces de castrats qui voient devant eux filer l'histoire et défiler ses vrais acteurs, sans pouvoir y changer quoi que ce soit. Ni A. Soljenitsyne, ni aujourd'hui N. Chomsky, T. Djaout et leurs semblables n'ont pu réellement fléchir le cours des événements politiques, dans leurs pays respectifs. L'ex Union Soviétique a fini par implorer, grâce à une dialectique inscrite dans le type même d'idéologie qui y faisait loi, ainsi que par l'effet des magouilles externes. Les USA continuent inexorablement à récrire l'histoire et à transformer la géographie de la planète terre, au grand dam des valeurs humanistes et des droits de l'homme que défendent, à cor et à cri, certains de ses propres intellectuels dissidents, comme Chomsky (*Power and Terror. Post-9/11 Talks and Interviews*, 2003), ou des cinéastes tels que Michael Moore (*Fahrenheit 9/11*, 2004). Les écrivains engagés comme T. Djaout et Y. Kadra n'ont pas empêché l'assassinat de milliers d'innocents en Algérie, ou fléchi le pronunciamiento continu qui permet aux généraux d'étouffer la démocratie et de tenir la société algérienne d'une poigne de fer.

L'inefficacité pratique de la littérature et des écrivains n'est donc pas à démontrer, mais juste à rappeler, comme une fatalité qui poursuit les hommes, quels que soient le temps et le lieu. Il faut alors traiter avec indulgence les écrivains démissionnaires, ceux qui ruminent leurs illusions et désillusions. C'est une tour d'ivoire, pour certains, une thébaïde pour d'autres, le silence pour le reste. Cervantès, Flaubert ou Montherlant, tous traités de défaitistes politiques notoires, de prédateurs comme tous les « créateurs » qui surviennent après coup, et cependant considérés comme des seigneurs dans l'art du roman, seraient ici les modèles de cette destinée paradoxale de l'écrivain, à la fois utile et inutile, efficace pour l'art, mais généralement stérile pour la transformation de la vie sociale, particulièrement pendant les révolutions.

Encore plus d'indulgence, c'es-à-dire de compréhension objective pour l'écrivain, si l'on admet son rôle contradictoire, servant tout au plus d'hypostase de la culture en général, de conscience morale, de témoin sans plus, car ceux qui détiennent les clefs réelles de l'histoire humaine, depuis la nuit des temps, et surtout depuis le suicide de la littérature engagée, au tournant des années 50 du siècle passé, ce sont les politiques, les traders et les voyous. Aussi voyons-nous de plus en plus de silencieux parmi les écrivains ici et ailleurs, trop conscients de leur statut de castrat, répugnant à jouer les trouvères anachroniques, à la manière d'un Mahmoud Darwich. Car, pour beaucoup, tirer une balle sur l'ennemi vaut mieux que toutes les dissertations, fussent-elles socratiques. Et en Tunisie, nous avons vu qu'aucun livre, aucun discours, aucun slogan n'a levé les foules comme l'a fait le suicide de Mohamed Bouazizi, qui a fait bouger les montagnes, au-delà même des frontières du pays.

Si quelques plumes précèdent ou accompagnent la geste du révolutionnaire arpentant de ses pas fiévreux l'espace public, affrontant de ses mains nues la matraque et, au pire, donnant son sang pour refuser une vie injuste et inhumaine, ce n'est que par un surcroît, souhaité comme une fleur au bout de l'épée. Il serait surtout décent de libérer le passage pour ce révolté de Sidi Bouzid, de faire la révérence à ce porteur du drapeau de la république, de s'incliner devant la dépouille du martyr, avant de citer tel ou tel écrivain tunisien, en prétendant lui reconnaître quelque rôle révolutionnaire. Des essais comme celui d'Abdelwaheb Meddeb (*Printemps de Tunis, la métamorphose de l'histoire*, éd. Albin Michel, Paris, 2011) ou le collectif signé par un groupe d'écrivains tunisiens, dont l'auteur de ces lignes, et d'autres arabes et allemands (*Arabesken der revolution*, Berlin, 2011, édition 8), ajoutent, dans le meilleur des cas, une toute petite plus-value psychologique et communicationnelle à l'exploit révolutionnaire, qui reste la vraie œuvre, la seule authentique et quasiment indicible, quel que soit le talent du littérateur.

Il suffira, cependant, pour rendre quelque hommage à la littérature tunisienne, malgré son rôle très secondaire dans la culture révolutionnaire, de rappeler que la révolution a élevé en bannière un mot du poète Abul-Kacem Echebbi : « Achaab yourid... », (le peuple veut...), en souvenir du fameux vers : « Itha'chaabou yawman arâda'l'hayèt » (Si le peuple un jour veut vivre...). Ce mot a souvent eu, dans les marches et les manifestations insurrectionnelles, des effets qui rappellent ceux de *La Marseillaise* sur les révolutionnaires français, mobilisés contre les armées autrichiennes, en 1792.

Rien que par ce cri foudroyant, « achaab yourid ! », scandé et entendu des milliers de fois sous les ficus de l'avenue Bourguiba à Tunis, sur les routes des steppes et dans les patelins les plus reculés du pays, l'honneur de la littérature tunisienne est sauvé par ce vers resté dans la mémoire collective, comme un tatouage indélébile sur le bras d'un targui fier et insoumis. Elle est ainsi, malgré tout, une des « voix in » de la révolution, et l'on sait qu'un cri comme « Allahou akbar », récite tout le livre sacré du Coran, défait des armadas entières devant une

petite colonne de croyants prêts à mourir, et qu'un hymne comme « hounèt'al hima » (Protecteurs de la patrie, texte de Mustapha Sadok Ar'Râfii) ou « Allons enfants de la patrie » (de Rouget de L'Isle) donne soudain à la poésie une présence plus incisive que l'épée et plus explosive que les boulets de canons.

Il sera également superflu d'insister sur le rôle de la littérature tunisienne contemporaine dans la macération de l'esprit contestataire, malgré et, peut-être, grâce à la forte censure et à la persécution des auteurs dissidents. La jeunesse scolarisée et adoubée par le syndicalisme universitaire n'ignore ni les vers de Sghaër Ouled Ahmed, dont les recueil essentiel : *Nachidou'l ayèm essitta* (Chant des six jours) fut saisi, sous le règne de Bourguiba, et lui valut l'incarcération, ni ceux de Tahar Hammami, universitaire et chef de file d' *Attaliâ* (avant-garde, « Ara'Nakhila yamchi », Je vois les palmiers marcher), ni le théâtre engagé de Taoufik Jéballi. Confrontée ensuite à la chape de plomb du règne de Ben Ali, cette jeunesse était déjà suffisamment montée contre l'injustice et l'absolutisme, grâce à la culture en partie littéraire, où elle baignait et où elle trouvait son unique viatique. Car, le rôle de la culture, par rapport à l'éclatement d'une révolution, est toujours un rôle d'apprêt et de mobilisation consciente ou inconsciente, même si elle en semble ainsi quelque peu décalée dans le temps.

Il est évident aussi que toute la production qui accompagne ou suit le fait révolutionnaire peut sembler simplement opportuniste et prédatrice. Que viennent faire des films tels que *Dégage !* ou *Mohamed Bouazizi* de Mohamed Zrane, et des livres comme *La Chute d'un dictateur*, de Mohamed Mathlouthi (Maison Maghrébine d'Impression et de Diffusion du Livre), *La Révolution par la bouche d'un lâche*, de Dhouha Kthiri (Noukouch Arabia), *Bordj Erroumi, les portes de la mort*, de Samir Sassi (Publications Karem Chrif), ou encore des livres francophones tels que *Le Vent se lève en janvier*, de l'auteur de ces lignes (Ed. Sahar et « En bas »), ou *Islam pride. Derrière le voile*, de Hélé Béji (Ed. Gallimard) et *Printemps de Tunis, la métamorphose de l'histoire*, de Abdelwahab Meddeb (éd. Albin Michel) ? A quoi servent des ouvrages d'art parus après-coup, quasiment dans la hâte, sautant en apparence par-dessus toutes les précautions qu'il faut prendre comme la distanciation temporelle, pour transposer, romancer ou interpréter un phénomène aussi grave et exceptionnel qu'une révolution et ses conséquences ?

Sans nier le caractère « opportuniste » de la littérature « révolutionnaire », quand elle suit chronologiquement la révolution d'une manière aussi serrée, je dirais d'abord que l'art en général, comme tout artefact indissociable de la loi du marché, ne peut pas être pénalisé sous prétexte qu'il trouve inspiration et motivation dans l'actualité politique et sociale, et qu'il verse dans la production engagée que le contexte impose. Ne serait-il dans ce cas qu'une cerise sur le gâteau, il est bien dans l'un de ses rôles, savoir, l'exercice testimonial, documentaire, critique et informatif. Il appartiendra à la critique de démêler l'herbe de l'ivraie et de décider si tel ou tel auteur est authentique, idéologiquement et esthétiquement, ou s'il est juste cet intrus, ce profiteur sans talent et cet indésirable, comme d'autres sont des faux politiciens, des « jaunes » infiltrant les rangs des vrais syndicalistes, ou même des indics, barbus, enturbannés, infatigables gémissements derrière les imams.

Cousin germain de la littérature, le théâtre tunisien apparaît lui aussi logé à la même enseigne paradoxale, car il est présent mais décalé et presque méconnu.

2-3 Les gens du théâtre

Le monde du théâtre est censé être le plus proche des phénomènes tels que la révolution, puisque la scène s'adonne naturellement à cet exercice de communion directe avec les foules, tandis que le lien entre l'écrivain et le lecteur est toujours « en différé ». Mais la politique despotique de Ben Ali a en fait cassé cette règle et réduit la scène et le livre à la même stérilité. La quinzième session des JTC (Journées Théâtrales de Carthage), par exemple, m'a rappelé à une évidence à savoir que, jusqu'à décembre 2010/janvier 2011, la Tunisie vivait un clivage dramatique entre, d'un côté, un vaste parterre de spectateurs engourdis par de sempiternelles litanies anachroniques (le peuple) et, de l'autre, une scène où évoluaient quelques histrions (les politiciens) accouplés à une foule de pages crétinisés et schizophréniques au possible. La rampe avait été posée grossièrement entre les deux, sans aucun scrupule esthétique ou éthique, mais elle était déjà craquelée par endroits, vermoulue à la base, chancelante sur les bords. Elle n'attendait que le frôlement d'une main même distraite pour céder sans grincement. Alors, quand tout un pan de spectateurs, heureusement, encore non anesthésiés par les lamentations de mauvais goût, entretenues par le chœur préhistorique, se rua d'un seul bond sur la scène, le 14 janvier, la rampe sauta en éclats et charria dans ses débris les privilégiés qui trônaient sur le pourtour, repus, indifférents et drôlement grimés.

Ainsi, depuis près d'un an, tout le pays en révolution est transformé en un autre théâtre réellement populaire, où se relaient les personnages individués et collectifs, où s'expérimentent pratiquement tous les genres connus, de l'épopée antique au drame moderne, en passant par les habituelles farces, comédies, tragédies et tragi-comédies. Cela s'est progressivement imposé à coups de marches lentes et carnavalesques, de luttes fratricides innombrables et infinies, de one man shows souvent déplacés ou ridiculement surprenants, de suicides exemplaires et rituellement répétitifs, de lynchages en règle et d'expéditions punitives impromptues, de destitutions et d'investitures inattendues, de péripéties sans nombre, avec d'époustouflantes hybridations où le clown et l'escroc sont rois et les chevaliers servants promenés à dos de bourriques et de misérables rosses... On n'attend plus maintenant que le couronnement de l'action protéiforme, avec des vœux pieux collectifs pour exorciser une possible catastrophe pointant à l'horizon, et appeler un deus ex machina improbable.

Que viennent faire alors, dans ce contexte extraordinairement métamorphique, ces JTC saisonnières et sporadiques (une fois tous les deux ans), géographiquement élitaires (à Tunis et dans trois ou quatre grandes autres villes) et presque superfétatoires (puisque tous les Tunisiens sont sur scène) ? Dans le meilleur des cas, on aurait dit du « théâtre dans le théâtre » ! Et comme le procédé le laisse entendre, ces spectacles surviennent en pleine répétition de scènes importantes de notre révolution, pour occuper un laps de temps très limité et somme toute sursitaire, avec une fonction quelque peu décalée, n'étant là que pour paraphraser l'action dramatique en cours (la révolution elle-même), et avec notamment une efficacité bien entravée par l'étonnement du public qui a confisqué tous les rôles.

Les gens du métier, acteurs, troupes, journalistes amateurs et organisateurs chapeautés par un universitaire improvisé gestionnaire et gourou des socques et des cothurnes, n'en ont pas finis de battre la campagne médiatique pour annihiler le grave chef d'accusation pesant sur eux, selon lequel ils ne seraient que des prédateurs, dans le nouveau contexte politique précisément. A cause de la tyrannie, comme je l'ai noté plus haut, il y avait belle lurette que le théâtre tunisien avait entamé sa traversée du désert, au même rythme que le cinéma ou presque. L'effilochement des troupes régionales (le Kef, Gafsa, Bizerte...), le rétrécissement du champ du Théâtre National mal doté et mal géré, la paupérisation du public du quatrième art, comme le reste du peuple happé par le consumérisme, le chômage et la crétinisation, le déclasserment enfin de la culture en général, dans un petit pays inféodé à la « mafiocratie », tout cela a fait que le domaine théâtral n'en était plus un, ni dans le centre (la capitale), ni

dans la périphérie (les régions), ni dans l'exercice de plus en plus individualisé par la mode du one man show (L. Nahdi, R. Ben Yaghlène, H. Rostom...), ni dans le discours balançant entre le dialogue transitif et la parole quintessenciée, à la fois banale et sophistiquée, populiste et élitiste (F. Jaïbi, F. Jaziri...)

Aussi, les différentes manifestations programmées pour la session de cette année, annoncées tapageusement par une inauguration carnavalesque au sens premier du terme, se sont-elles réclamées d'une espèce d'« archi-théâtre » où cohabitent la mise en scène classique, le théâtre de boulevard, la kermesse corporatiste, la procession clownesque, le défilé paramilitaire, les jongleries au-dessus de fantastiques échelas, le galas footballistique, la danse du ventre, les derviches tourneurs et les « hakawéti », trouvères locaux des temps modernes. C'est un mélange de genres où sont abolies les frontières entre sujets, messages, temps et espaces, qui se donnent à voir et à entendre comme des « noubas » tentaculaires, autant dans les salles spécialisées que dans la rue. C'est donc un mélange qui dit, d'une part, la tentation holiste d'un art décidément mis aux abois, dans la jungle esthétique moderne qui a tué les pères et effacé les repères, tout comme en littérature ou en peinture, et d'autre part, la hantise du spectateur absent. Alors, dans cette création libertaire, touchant les techniques scéniques, les paroles, les accessoires et les espaces, on sent que le théâtre tunisien cherche une visibilité qui lui échappe de proche en proche et veut provoquer une renaissance où on fait spectacle de tout et partout, afin d'assurer un minimum de réception et d'attention, c'est-à-dire de survie.

Cependant, la caractéristique dominante, où ce théâtre s'exhibe le plus nettement et acquiert une espèce d'identité partagée, c'est sans doute cette apparente fatalité de la prédation politique. Il suffit de parcourir les titres, d'écouter certains chefs de troupes ou certains acteurs proposant un peu la défense et l'illustration de leurs contributions, pour déduire que la révolution est, ici et maintenant, à la fois le macro-thème par excellence et la réserve générique et idéologique où il faut puiser. *L'homme à l'âne* de Fadhel El-Jaziri, les chants saïdiens entonnés par la troupe égyptienne, à la séance d'ouverture, *Danse avec le singe* de Taoufik Jébali, la plupart des autres pièces et même la pièce française, *Urgent crier*, mettent en évidence cette fixation sur l'actualité politique, baptisée à la hâte « Printemps arabe ». Plus que jamais, le théâtre tunisien, épiphénomène de notre culture en général, semble suivre l'histoire et s'épanouir de l'air du temps, alors qu'idéalement, on aimerait croire que l'art précède, prévienne et accompagne les changements historiques.

La question est en réalité indécidable. La dialectique culture /révolution ou plus généralement, culture/histoire, obéit moins à une lisibilité des signes manifestes qu'à un décodage minutieux et nuancé des effets et contre-effets latents. La décentralisation et l'efflorescence du théâtre français contemporain, par exemple, sont en apparence nées de la révolution de mai 68, mais cette révolution a été rendue possible aussi par une culture riche et diversifiée de l'après-guerre, outre le contexte purement économique et politique. Pourquoi ne pourrait-on pas dire que tout minime qu'il est, le théâtre tunisien, étudié à l'école (le très révolutionnaire *Es-Soud* de M. El-Messâdi), et popularisé par de très bons vulgarisateurs (A. Ben Ayèd, M. Hchicha, A. Mokdéd, L. Nahdi, R. Ben Yaghlène, Mouna Nouredine...) a pu apporter de l'eau au moulin de la conscientisation populaire, initiée sans doute par la scolarisation massive, d'où sont issues les glorieux briseurs de la rampe obsolète, en décembre 2010/janvier 2011 ?

Si, à présent, le théâtre cherche à s'inspirer de la révolution dans son écriture et dans ses appels d'air au niveau de la diffusion et de la réception, ce n'est alors que justice. Le théâtre, les arts, et la culture en général accompagnent l'histoire révolutionnaire, et s'il faut qu'ils en vivent pour survivre, c'est dans l'ordre des choses. Il faut s'en accommoder, quitte à tomber

dans une esthétique de l'engagement qui peut paraître désuète, mais qui est rendue inéluctable par la réalité lancinante. L'essentiel c'est de ne pas verser dans le trivial discours démagogique et mimétique, car la politique est une chose, l'art théâtral, même engagé, en est une autre.

On dira, in fine, que la culture tunisienne, omniprésente et enracinée dans la personnalité du révolutionnaire tunisien, a été, à des degrés divers, de tous les combats connus par la révolution : sa genèse, son évolution tactique et stratégique, les différentes gageures qu'elle a déjà soutenues et qu'elle continue à soutenir, comme le bras de fer avec l'ultra-conservatisme, l'exégèse que les spécialistes lui accolent en essayant de la situer dans l'histoire du pays et dans l'histoire mondiale. Les succès relatifs réalisés en sont tributaires et elle déterminera, en partie tout au moins, son avenir, à terme. Reste à comprendre comment les politiciens, qui ont pris le train en marche et reçu le legs de cette révolution, conçoivent et utilisent la culture dans l'exercice du pouvoir et dans la préparation des échéances qui attendent le pays. Et cela est une autre problématique plus épineuse et moins aisément décodable, dans le paysage politique qui ne cesse de se redessiner actuellement.

A. Abassi